

N° 4451¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles, le 29 novembre 1996, relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome, le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION JURIDIQUE

(10.11.1999)

La commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président; M. Patrick SANTER, Rapporteur; Mme Simone BEISSEL, M. Xavier BETTEL, Mmes Agny DURDU, Lydie ERR, MM. Jacques-Yves HENCKES, Jean-Pierre KLEIN, Paul-Henri MEYERS, Lucien WEILER et Mme Renée WAGENER, Membres.

**

I. CONSIDERATIONS GENERALES

Par application du principe de la liberté contractuelle consacrée par l'article 1134 du code civil aux termes duquel les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, il a toujours été admis que les parties à un contrat, qui se situe dans un contexte international, pouvaient librement désigner la loi devant régir le contrat lui-même, exception faite du respect des lois de police et de l'ordre public imposé par l'article 3 du code civil.

En l'absence de la désignation de la loi applicable au contrat, les juges recherchaient la volonté des parties au contrat, ceci grâce à une analyse tant du contenu du contrat que du contexte plus général dans lequel le contrat se situait. C'est ainsi que s'est développé un régime jurisprudentiel permettant au praticien du droit confronté à de tels problèmes juridiques de trouver la loi applicable au contrat.

Les règles qui se dégagent de ce régime jurisprudentiel furent consacrées par la Convention de Rome du 19 juin 1980, convention, bien connue de tous les praticiens du droit.

Cette „*Convention de Rome*” est vite devenue un instrument juridique jouant un rôle important dans le processus d'unification et de codification des règles de conflits des lois au niveau communautaire. Cette convention fut ensuite complétée par deux Protocoles additionnels signés en date du 19 décembre 1988 et ayant pour objet l'interprétation de la Convention par la Cour de justice des Communautés européennes.

Au moment de l'adhésion de la Finlande, de l'Autriche et de la Suède à l'Union européenne, ces derniers se sont engagés à adhérer également à la Convention de Rome et aux protocoles y afférents.

L'objet du présent projet de loi est d'approuver la Convention d'adhésion de la Finlande, de la Suède et de l'Autriche à la Convention de Rome et aux protocoles y relatifs.

**

**II. AVIS DU CONSEIL D'ETAT DU 24 JUIN 1998 ET CELUI DE
LA COMMISSION JURIDIQUE ADOPTE AU COURS DE SA REUNION
DU 10 NOVEMBRE 1999**

Après avoir rappelé que les adaptations apportées au premier Protocole de 1988 ont uniquement trait à la désignation des juridictions compétentes dans les nouveaux pays adhérents, afin de permettre l'application complète de la Convention de Rome dans ces Etats; le Conseil d'Etat a pleinement marqué son accord avec le projet de loi No 4451.

Au cours de sa réunion du 10 novembre 1999, la Commission juridique s'est ralliée à l'avis du Conseil d'Etat tout en approuvant le présent rapport et en recommandant à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi tel que déposé par le gouvernement.

Luxembourg, le 10 novembre 1999.

Le Rapporteur,
Patrick SANTER

Le Président,
Laurent MOSAR